L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 15 JUILLET 1879

LA CONVENTION.

Séance de lundi, 14 juillet.

La séance est ouverte à neuf heures. Soixante-huit délégués sont présents. M. Wiltz occupe le fauteuil.

M. Stringfellow, au nom du comité des économies, présente un rapport dont l'assemblée ordonne l'impression et qu'elle met à l'ordre du jour de demain, à onze heures.

—M. Watkins propose de déposer sur le bureau la motion de M. Olivier : —revenir sur le vote par lequel l'article 1 du comité des corporations a été adopté.

On se souvient que la motion de M. Olivier a été faite à la fin de la dernière séance, et que le but du délégué d'Orléans était de prohiber les monopoles dans tout l'Etat.

M. Pochè fait observer à M. Watkins que M. Olivier est absent.

Le représentant de Webster insiste, néanmoins, sur sa demande.

On réclame le vote, et la proposition de M. Watkins est rejetée.

Sur la motion de M. Forman, l'assemblée ordonne l'impression de l'ordonnance pour la troisième lecture.

—

L'ordre du jour appelle l'ordonnance du comité judiciaire.

Le chairman, M. Land, demande qu'elle soit considérée comme un tout, comme appartenant à un seul article.

M. Pardee propose qu'elle la soit article par article. Sa motion prévaut.

Le secrétaire lit l'article 1 :

Le pouvoir judiciaire devra être confié à une cour suprême, à des cours d'appels à des cours de district et à des juges de paix.

L'assemblée l'adopte sans aucune modification.

—

L'article 2 :

La cour suprême devra être composée d'un juge-président et de quatre juges, dont une majorité devra constituer un quorum.

Les commissaires ont recommandé que les quatre autres juges devront avoir, chacun, un salaire de cinq mille dollars par an, salaire qui devra leur être alloué à mesure qu'il deviendra disponible. Ils devront être nommés par le gouverneur, sur la recommandation du sénat, pour le terme de dix années et ne pourront être réélus.

M. Lott propose que la cour suprême soit composée de cinq juges, dont un président, et que le salaire de chacun d'eux soit fixé à sept mille cinq cents piastres par an.

M. Brian est disposé à voter pour la motion de M. Lott, mais à la condition qu'on lui démontre que l'assemblée a le droit de punir M. Palfrey.

M. Blanchard dit que l'assemblée a le droit, non seulement de punir ses membres, mais encore les personnes du dehors qui lui manquent de respect. Le représentant de Caddo cite l'exemple de la comparution de M. May, éditeur du *N. O. Times*, devant la Convention de 1864, et lit le compte-rendu de la séance.

M. Pochè est d'opinion que la Convention n'est pas revêtue du pouvoir de faire arrêter un citoyen dans de pareilles circonstances.

M. George dit que si elle n'a pas le droit d'emprisonner, par une question, de différer de certains de ses membres en cour de justice corrompre, elle ferait mieux de s'ajourner. M. Palfrey est agi en bon citoyen s'il avait obéi au comité, mais en réponse n'aurait aucune importance et la poursuite devient inutile.

M. Pardee est du même avis que le délégué de St-Jacques, et cite des autorités. Il dit que l'assemblée dit le pouvoir d'une législature et puisse entièrement l'arrestation d'un citoyen.

M. Semmes dit qu'il a étudié la question, et que son opinion n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était samedi dernier ; l'assemblée, a-t-il dit, est une législature, le droit de faire arrêter quiconque désobéit son autorité. Il a été décidé, en Angleterre, qu'une assemblée a le pouvoir inhérent, pour se protéger et accomplir ses devoirs, de punir quiconque lui manque de respect. La cour suprême des Etats Unis a décidé le même point, dans le même cause, mais M. Semmes croit que les décrets ne sont pas applicables en ces actes, car la réponse, si M. Palfrey la faisait, ne serait d'aucune importance et n'aiderait le comité en rien.

M. McConnell partage l'opinion de M. Semmes et ajoute qu'un homme coupable d'outrage, immédiatement, M. Palfrey en liberté.

M. Ogden dit que si le comité n'a pas le droit d'obliger un témoin à répondre à une question, de s'assurer si des membres de l'assemblée ont accepté du Parquet pour leurs votes, les séances du comité deviennent inutiles.

M. Caffrey répète que l'assemblée n'a pas le droit d'ordonner l'arrestation d'un citoyen, lorsque de respect.

M. Lott dit que si M. Palfrey est acquitté, aucun autre témoin ne répondra aux questions que lui posera le comité.

On réclame le vote qui se partage comme suit :

Pour la motion de M. Lott—MM. Blanchard, Barton, Byrne, Carey, Claiborne, Colvin, Cunningham, Easterly, Flues, Forman, Gaskins, Girard, Gowers, Henry, de Cameron, Henry, de Natchitoches, Herron, Jeffries, Kelly, Kemp, Knobloch, Logan, Land, Lott, Lockett, Lyons, Marshall, Millard, Morgan, Moore, de Lafourche, Moore de St-Landry, Monday, McGlein, Nutt, Ogden, Olivier, Parlange, Reid, Richardson, Rivet, Robertson, Self, Simon, Stone, Sutherlin, Todd, Vance, Young, d'Est Baton Rouge—47.

Contre la motion de M. Lott—MM. Allain, Babcock, Baskin, Bell, Bobb, Bolton, Bourgeois, Breaux, Breen, Brian, Bulger, Balow, Caffrey, Cahen, Chaffe, Chiapella, Collins, Davenport, Davidson, de Claiborne, Davidson, d'Iberville, Dennis, Davis, Dickerson, Dillard, Edwards, Faulk, Favrot, Fomalieu, Gardner, George, Gla, Grimes, Gueringer, Harvard, Hough, Howell, Jastremski, Kernochan, Kidd, Kirkman, Lanaux, Landry, Leake, LeGardeur Jr., Loan, Marks, Matthews, Mentz, McConnell, Nogues, Ott, Pardee, Phelps, Pinchback, Pochè, Risech, Semmes, Smith, de Ste-Marie, Stamps, Stevenson, Stewart, Stringfellow, Strovich, Watkins, Webb, Wells, Williams, de Tacrebonne, Young, de Concordia—68.

M. Palfrey est mis en liberté.

M. Stone demande que le comité d'enquête soit déchargé.

M. Land lui répond que le comité fera son rapport demain et demandera ce que propose le délégué d'East Feliciana.

—

L'assemblée reprend la considération de l'article 9.

M. Forman propose de fixer le salaire du rapporteur à deux mille quatre cents piastres par an. L'amendement est rejeté.

M. Blanchard offre de substituer les mots "tous les mois" aux mots "tous les trois mois." L'amendement est accepté.

L'article (modifié) est adopté.

Le secrétaire lit l'article 10 :

La cour suprême et chacun des juges de la cour suprême devront avoir le pouvoir de lancer des ordonnances d'habeas, à la demande de toutes les personnes emprisonnées, dans les cas et elle aura juridiction d'appel.

L'assemblée l'adopte tel qu'il est venu du comité.

—

L'article 11 :

Le Cour Suprême aura la contrôle et le surveillance générale des cours inférieures. Elle aura le pouvoir de donner des ordres de certiorari, prohibition, mandamus, que nécessaire et autres ordres nécessaires aux erreurs en ces actes.

Est lu.

M. Forman offre de substituer les mots "juridiction primitive" au mot "pouvoir," et d'ajouter les mots "lorsque la loi l'y autorisera." Son amendement n'est pas accepté.

L'article est adopté sans aucune modification.

—

L'article 12 :

La Législature devra pourvoir aux appels interjetés des cours de district, à la cour suprême, de toutes les causes de droit, excepté celles où les parties lèsées ne désireront qu'une revue de la loi.

Est adopté sans aucune modification.

—

L'article 13 :

Excepté dans les cas mentionnés dans le présente ordonnance, la loi ne devra jamais conférer à la Cour Suprême aucun pouvoir d'appel, que ceux de districts ou aux juges de ces cours, des décrets ou des fonctions autres que ceux qui sont conférés. Il est défendu aux dits juges de la cour suprême, pour les devoirs officiels qu'ils auront remplir, de demander quelconques ou d'autres rémunérations que leurs salaires.

Est adopté tel qu'il a été présenté.

—

L'article 14 :

Les juges de toutes les cours devront être lettrés à la loi et admis en accusation pour crimes ou délits. Pour une cause raisonnable (malconduite), le gouverneur pourra les destituer sur la demande de deux membres d'une à chacune des deux chambres de la Législature ; ici demanderont la destitution. Dans tous les cas, la cause ou les causes pour lesquelles la demande de destitution devra être indiquée dans la demande et insérées dans le journal de la séance de chacune des deux chambres.

Est lu.

M. Parlange propose d'en renvoyer la considération jusqu'à ce que le comité d'impeachment—mise en accusation—fasse un rapport. Sa motion ne prévaut pas.

M. Pardee propose d'adopter tout ce qui suit le mot "délits". Sa motion est repoussée.

L'article est adopté.

—

Le secrétaire lit l'article 15 :

Il devra y avoir, pour l'Etat, un avocat général qui devra être élu, tous les quatre ans, par les électeurs qualifiés. Il devra avoir une pratique consécutive de la loi ; il devra avoir une connaissance de la loi générale d'avocat, dans l'Etat, durant les cinq années qui auront précédé son élection.

Il devra remplir un salaire de trois mille piastres par an—salaire qui devra lui être payé, tous les trois mois, sur présentation de son propre compte.

M. Sutherlin offre de substituer les mots "tous les mois" aux mots "tous les trois mois". La modification est acceptée.

M. Webb propose de substituer les mots "quatre mille piastres" aux mots "trois mille piastres." Sa motion est rejetée.

Une motion de M. Forman, fixant le salaire à trois mille cent piastres, est repoussée.

L'article est adopté.

—

L'article 16 :

Les cours d'appel, excepté dans les cas spécifiés ci-après, ne devront avoir qu'une juridiction d'appel, excepté qui devra s'étendre à toutes les causes en droit ou en faits, excepté dans les cas spéciaux, qui auront été transférés à la cour suprême par la loi.

Est lu.

L'assemblée l'adopte sans aucune modification.

—

L'article 17 :

Il devra être désigné un magistrat dans chaque district de la Cour Supérieure. Ce magistrat devra posséder les mêmes qualifications que la loi exige pour les juges de district. Il devra, sous la direction de la cour, entendre et décider, en droit et en faits, toutes les causes qui lui seront soumises par les parties, et les cas qui lui seront renvoyés par la cour. Il devra, sous les mêmes restrictions, en cas d'absence, de maladie ou de récusation du juge de district, entendre et décider, en droit et en faits, toutes les causes qui seront soumises à ce dernier. Il devra, en outre, remplir un salaire, qui ne devra pas être moindre que quatre mille piastres par an et ne devra pas excéder cinq mille piastres, aux époques fixées par la loi.

Elle propose d'effacer les mots : autorités existant par les arrêts". Sa motion est rejetée.

—

Semmes, M. E. A. Parlange se prononce contre la Convention.

—M. Wiltz—lui donne acte du rapport du comité judiciaire.

Que doit-il répondre à la question suivante :

Quelle est le nom de la personne ou des personnes qui ont agi sur la formation d'un article ou d'articles à corrompre les membres de la Convention ?"

Caffrey refuse d'y répondre, et se fonde sur ce que le renseignement étant confidentiel. Il déclare qu'il n'a nullement l'intention de manquer de respect aux délégués.

M. Lott propose que M Palfrey soit emprisonné et reste en prison tant que la Convention siégera ou jusqu'à ce qu'il obéisse à l'ordre du comité.

M. Brian est disposé à voter pour la motion de M. Lott, mais à la condition qu'on lui démontre que l'assemblée a le droit de punir M. Palfrey.

M. Blanchard dit que l'assemblée a le droit, non seulement de punir ses membres, mais encore les personnes du dehors qui lui manquent de respect. Le représentant de Caddo cite l'exemple de la comparution de M. May, éditeur du *N. O. Times*, devant la Convention de 1864, et lit le compte-rendu de la séance.

M. Pochè est d'opinion que la Convention n'est pas revêtue du pouvoir de faire arrêter un citoyen dans de pareilles circonstances.

M. George dit que si elle n'a pas le droit d'emprisonner, par une question, de différer de certains de ses membres en cour de justice corrompre, elle ferait mieux de s'ajourner. M. Palfrey est agi en bon citoyen s'il avait obéi au comité, mais en réponse n'aurait aucune importance et la poursuite devient inutile.

M. Pardee est du même avis que le délégué de St-Jacques, et cite des autorités. Il dit que l'assemblée dit le pouvoir d'une législature et puisse entièrement l'arrestation d'un citoyen.

M. Semmes dit qu'il a étudié la question, et que son opinion n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était samedi dernier ; l'assemblée, a-t-il dit, est une législature, le droit de faire arrêter quiconque désobéit son autorité. Il a été décidé, en Angleterre, qu'une assemblée a le pouvoir inhérent, pour se protéger et accomplir ses devoirs, de punir quiconque lui manque de respect. La cour suprême des Etats Unis a décidé le même point, dans le même cause, mais M. Semmes croit que les décrets ne sont pas applicables en ces actes, car la réponse, si M. Palfrey la faisait, ne serait d'aucune importance et n'aiderait le comité en rien.

M. McConnell partage l'opinion de M. Semmes et ajoute qu'un homme coupable d'outrage, immédiatement, M. Palfrey en liberté.

M. Ogden dit que si le comité n'a pas le droit d'obliger un témoin à répondre à une question, de s'assurer si des membres de l'assemblée ont accepté du Parquet pour leurs votes, les séances du comité deviennent inutiles.

M. Caffrey répète que l'assemblée n'a pas le droit d'ordonner l'arrestation d'un citoyen, lorsque de respect.

M. Lott dit que si M. Palfrey est acquitté, aucun autre témoin ne répondra aux questions que lui posera le comité.

On réclame le vote qui se partage comme suit :

Pour la motion de M. Lott—MM. Blanchard, Barton, Byrne, Carey, Claiborne, Colvin, Cunningham, Easterly, Flues, Forman, Gaskins, Girard, Gowers, Henry, de Cameron, Henry, de Natchitoches, Herron, Jeffries, Kelly, Kemp, Knobloch, Logan, Land, Lott, Lockett, Lyons, Marshall, Millard, Morgan, Moore, de Lafourche, Moore de St-Landry, Monday, McGlein, Nutt, Ogden, Olivier, Parlange, Reid, Richardson, Rivet, Robertson, Self, Simon, Stone, Sutherlin, Todd, Vance, Young, d'Est Baton Rouge—47.

Contre la motion de M. Lott—MM. Allain, Babcock, Baskin, Bell, Bobb, Bolton, Bourgeois, Breaux, Breen, Brian, Bulger, Balow, Caffrey, Cahen, Chaffe, Chiapella, Collins, Davenport, Davidson, de Claiborne, Davidson, d'Iberville, Dennis, Davis, Dickerson, Dillard, Edwards, Faulk, Favrot, Fomalieu, Gardner, George, Gla, Grimes, Gueringer, Harvard, Hough, Howell, Jastremski, Kernochan, Kidd, Kirkman, Lanaux, Landry, Leake, LeGardeur Jr., Loan, Marks, Matthews, Mentz, McConnell, Nogues, Ott, Pardee, Phelps, Pinchback, Pochè, Risech, Semmes, Smith, de Ste-Marie, Stamps, Stevenson, Stewart, Stringfellow, Strovich, Watkins, Webb, Wells, Williams, de Tacrebonne, Young, de Concordia—68.

M. Palfrey est mis en liberté.

M. Stone demande que le comité d'enquête soit déchargé.

M. Land lui répond que le comité fera son rapport demain et demandera ce que propose le délégué d'East Feliciana.

—

L'assemblée reprend la considération de l'article 9.

M. Forman propose de fixer le salaire du rapporteur à deux mille quatre cents piastres par an. L'amendement est rejeté.

M. Blanchard offre de substituer les mots "tous les mois" aux mots "tous les trois mois." L'amendement est accepté.

L'article (modifié) est adopté.

Le secrétaire lit l'article 10 :

La cour suprême et chacun des juges de la cour suprême devront avoir le pouvoir de lancer des ordonnances d'habeas, à la demande de toutes les personnes emprisonnées, dans les cas et elle aura juridiction d'appel.

L'assemblée l'adopte tel qu'il est venu du comité.

—

L'article 11 :

Le Cour Suprême aura la contrôle et le surveillance générale des cours inférieures. Elle aura le pouvoir de donner des ordres de certiorari, prohibition, mandamus, que nécessaire et autres ordres nécessaires aux erreurs en ces actes.

Est lu.

M. Forman offre de substituer les mots "juridiction primitive" au mot "pouvoir," et d'ajouter les mots "lorsque la loi l'y autorisera." Son amendement n'est pas accepté.

L'article est adopté sans aucune modification.

—

L'article 12 :

La Législature devra pourvoir aux appels interjetés des cours de district, à la cour suprême, de toutes les causes de droit, excepté celles où les parties lèsées ne désireront qu'une revue de la loi.

Est adopté sans aucune modification.

—

L'article 13 :

Excepté dans les cas mentionnés dans le présente ordonnance, la loi ne devra jamais conférer à la Cour Suprême aucun pouvoir d'appel, que ceux de districts ou aux juges de ces cours, des décrets ou des fonctions autres que ceux qui sont conférés. Il est défendu aux dits juges de la cour suprême, pour les devoirs officiels qu'ils auront remplir, de demander quelconques ou d'autres rémunérations que leurs salaires.

Est adopté tel qu'il a été présenté.

—

L'article 14 :

Les juges de toutes les cours devront être lettrés à la loi et admis en accusation pour crimes ou délits. Pour une cause raisonnable (malconduite), le gouverneur pourra les destituer sur la demande de deux membres d'une à chacune des deux chambres de la Législature ; ici demanderont la destitution. Dans tous les cas, la cause ou les causes pour lesquelles la demande de destitution devra être indiquée dans la demande et insérées dans le journal de la séance de chacune des deux chambres.

Est lu.

M. Parlange propose d'en renvoyer la considération jusqu'à ce que le comité d'impeachment—mise en accusation—fasse un rapport. Sa motion ne prévaut pas.

M. Pardee propose d'adopter tout ce qui suit le mot "délits". Sa motion est repoussée.

L'article est adopté.

—

Le secrétaire lit l'article 15 :

Il devra y avoir, pour l'Etat, un avocat général qui devra être élu, tous les quatre ans, par les électeurs qualifiés. Il devra avoir une pratique consécutive de la loi ; il devra avoir une connaissance de la loi générale d'avocat, dans l'Etat, durant les cinq années qui auront précédé son élection.

Il devra remplir un salaire de trois mille piastres par an—salaire qui devra lui être payé, tous les trois mois, sur présentation de son propre compte.

M. Sutherlin offre de substituer les mots "tous les mois" aux mots "tous les trois mois". La modification est acceptée.

M. Webb propose de substituer les mots "quatre mille piastres" aux mots "trois mille piastres." Sa motion est rejetée.

Une motion de M. Forman, fixant le salaire à trois mille cent piastres, est repoussée.

L'article est adopté.

—

L'article 16 :

Les cours d'appel, excepté dans les cas spécifiés ci-après, ne devront avoir qu'une juridiction d'appel, excepté qui devra s'étendre à toutes les causes en droit ou en faits, excepté dans les cas spéciaux, qui auront été transférés à la cour suprême par la loi.

Est lu.

L'assemblée l'adopte sans aucune modification.

—

L'article 17 :

Il devra être désigné un magistrat dans chaque district de la Cour Supérieure. Ce magistrat devra posséder les mêmes qualifications que la loi exige pour les juges de district. Il devra, sous la direction de la cour, entendre et décider, en droit et en faits, toutes les causes qui lui seront soumises par les parties, et les cas qui lui seront renvoyés par la cour. Il devra, sous les mêmes restrictions, en cas d'absence, de maladie ou de récusation du juge de district, entendre et décider, en droit et en faits, toutes les causes qui seront soumises à ce dernier. Il devra, en outre, remplir un salaire, qui ne devra pas être moindre que quatre mille piastres par an et ne devra pas excéder cinq mille piastres, aux époques fixées par la loi.

Est lu.

M. Parlange offre d'insérer les mots "des Etats" après le mot "Unités," et d'ajouter à la fin, après les mots "des Etats," la motion prévaut.

L'assemblée revient sur le vote et reprouve l'amendement.

L'article est adopté sans aucune modification.

—

L'article 18 :

L'Etat sera divisé en districts de la manière d'Orléans, jusqu'à ce que la loi en ordonne autrement. Un district ne devra pas avoir moins de trois ni plus de cinq juges. Toutes les fois que trois membres de l'Assemblée ou plus en feront la demande, la Législature devra ordonner un recensement de la population de l'Etat, et, sur la base de ce recensement, elle devra, à la session générale, diviser l'Etat en districts judiciaires.

Est lu.

L'assemblée l'adopte tel qu'il est venu du comité.

—

L'article 19 :

Les juges des cours de district devront résider dans les districts pour lesquels ils auront été élus.

Est adopté sans aucune modification.

—

L'article 20 :

Jusqu'à ce que la loi en ordonne autrement, les cours de district devront être tenues aux époques suivantes :

PREMIER CIRCUIT.

Caddo—Les premiers lundis de janvier et de juin.

Bossier—Les troisièmes lundis de janvier et de juin.

Webster—Les premiers lundis de février et de juillet.

Claiborne—Les seconds lundis de février et de juillet.

Union—Les troisièmes lundis de février et de juillet.

Ouachita—Les premiers lundis de mars et d'octobre.

Morehouse—Les troisièmes lundis de mars et d'octobre.

Ouachita—Les quatrièmes lundis de mars et d'octobre.

Lincoln—Les seconds lundis de mars et d'octobre.

Jackson—Les troisièmes lundis de mars et d'octobre.

Caldwell—Les quatrièmes lundis de mars et d'octobre.

Union—Les premiers lundis d'avril et de novembre.

Natchitoches—Les seconds lundis d'avril et de novembre.

Sabine—Les quatrièmes lundis d'avril et de novembre.

Rivière Rouge—Les troisièmes lundis de mai et de décembre.

DEUXIEME CIRCUIT.

Ouachita—Les premiers lundis de janvier et de juin.

Richland—Les quatrièmes lundis de janvier et de juin.

Franklin—Les premiers lundis de février et de juillet.

Catahoula—Les seconds lundis de février et de juillet.

Concordia—Les quatrièmes lundis de février et de juillet.

Tensas—Les seconds lundis de mars et d'octobre.

Madison—Les troisièmes lundis de mars et d'octobre.

Carroll—Les quatrièmes lundis de mars et d'octobre.

Morehouse—Les premiers lundis de mai et de novembre.

TROISIEME CIRCUIT.

St. Landry—Les premiers lundis de janvier et de juin.

Avoyelles—Les quatrièmes lundis de janvier et de juin.

Rapides—Les seconds lundis de février et de juillet.

Natchitoches—Les quatrièmes lundis de février et de juillet.

Vernon—Les premiers lundis de mars et d'octobre.

Calcasieu—Les seconds lundis de mars et d'octobre.

Natchitoches—Les quatrièmes lundis de mars et d'octobre.

Vermillion—Les premiers lundis d'avril et de novembre.

Lafayette—Les seconds lundis d'avril et de novembre.

Iberia—Les quatrièmes lundis d'avril et de novembre.

St. Martin—Les seconds lundis de mai et de décembre.

QUATRIEME CIRCUIT.

Est Baton Rouge—Les premiers lundis de janvier et de juin.

Ouest Baton Rouge—Les quatrièmes lundis de janvier et de juin.

Livingston—Les premiers lundis de février et de juillet.

Tangipahoa—Les seconds lundis de février et de juillet.

St-Tammany—Les quatrièmes lundis de février et de juillet.

Washington—Les premiers lundis de mars et d'octobre.

St-Hélène—Les seconds lundis de mars et d'octobre.

Est Feliciana—Les quatrièmes lundis de mars et d'octobre.

Ouest Feliciana—Les seconds lundis d'avril et de novembre.

Pointe Coupée—Les quatrièmes lundis d'avril et de novembre.

Iberville—Les seconds lundis de mai et de décembre.

CINQUIEME CIRCUIT.

Ste-Marie—Les premiers lundis de janvier et de juin.

St-Mathieu—Les troisièmes lundis de janvier et de juin.

Assomption—Les premiers lundis de février et de juillet.

Lafourche—Les troisièmes lundis de février et de juillet.

Terre-Bonne—Les premiers lundis de mars et d'octobre.

Jefferson—Les seconds lundis de mars et d'octobre.

St-Bernard—Les troisièmes lundis de mars et d'octobre.

Plaquemines—Les premiers lundis d'avril et de novembre.

St-Jean-Baptiste—Les seconds lundis d'avril et de novembre.

St-Jacques—Les troisièmes lundis d'avril et de novembre.

Ascension—Les seconds lundis de mai et de décembre.

Est adopté tel qu'il a été présenté.

—

L'article 21 :

Toutes les fois que le premier jour de la session pour un jour férié, la cour commencera à siéger le premier jour judiciaire suivant.

Est adopté après que les mots "premier jour de la session" sont substitués au mot "lundi."

—

L'article 22 :

La Législature aura le droit d'augmenter le nombre des juges de district, quand, en district quelconque, lorsque les affaires publiques l'exigeront.

Est lu.

M. Wells offre de substituer le mot "circuit" au mot "district". Sa motion est rejetée.

M. Ogden demande que l'article soit adopté ; il croit que le pouvoir qu'il y est conféré à la Législature est trop grand. Sa motion est repoussée.

L'article est adopté.

—

L'article 23 :

Toutes les fois que les juges qui composeront les cours d'appel ne s'accorderont, leurs décrets deviendront définitifs.

Lorsqu'ils ne s'accorderont pas, le décret du district judiciaire devra être maintenu.

Est lu.

M. Forman offre un amendement qui ordonne aux juges de soumettre, à la cour suprême, les points de droits sur lesquels ils différeront. L'amendement est rejeté.

M. George propose d'ajouter, à l'article, que le jugement devra être définitivement maintenu quand à la somme et à la question sauf lesquelles un des juges d'appels aura consenti. L'amendement est rejeté.

M. Cunningham propose d'ajouter, après le mot "s'accorderont", les mots "en partie ou en totalité", et, après le mot "décret", les mots "en tant que les deux juges s'accorderont." La modification est rejetée.

L'article est adopté.

—

L'article 24 :

Les cours d'appels devront juger toutes les causes qui leur seront soumises dans les quatre-vingt-dix jours.

Est adopté sans aucune modification.

—

L'article 25 :

Les règles de procédures existantes en matière et aux procédures de la cour suprême devront rester en force—jusqu'à ce que la cour suprême ait établi de nouvelles règles de procédure, ou jusqu'à ce que la législature en ait établi, à l'exception des règles qui seront contraires à la présente ordonnance.

Est adopté tel qu'il a été présenté.

—

L'article 26 :

Les juges des cours d'appels auront le pouvoir de lancer des ordonnances d'habeas corpus à la demande de toutes les personnes emprisonnées dans les limites de leurs juridictions.

Est lu.

M. Pardee offre d'insérer, après le mot "pouvoir" les mots "dans leurs districts respectifs". Sa motion prévaut.

L'article (modifié) est adopté.

—

L'article 27.

Les juges des cours d'appels devront, chacun, recevoir un salaire de quatre mille piastres par an, payables par quarts de trimestre en trimestre, sur présentation de leurs comptes.

Est lu.

M. Elam offre de substituer les mots "trois mille piastres" aux mots "quatre mille piastres."

M. Simon demande le rejet de l'amendement. Sa motion prévaut par un vote de 57 contre 52.

M. Ogden propose de fixer le salaire à trois mille cinq cents piastres.

M. Stevenson propose trois mille cent piastres ; on semble, dit-il, se préparer à une immense récolte de procès.

M. Knobloch offre de substituer les mots "tous les mois" aux mots "tous les quatre mois."

L'amendement de M. Ogden et celui de M. Stevenson sont rejetés par un vote de 57 contre 51.

L'amendement de M. Knobloch est accepté.

L'article est adopté.

—

L'article 28 :

La Législature devra pourvoir aux jugements, aux cours d'appels, des dames vacantes.

Est adopté sans aucune modification.

—

L'article 29 :

Le shérif de la paroisse dans laquelle la cour suprême devra siéger pour ses sessions, en personne ou par son adjoint d'en député, aura d'autorité sur les ordres de la cour.

Est adopté tel qu'il a été présenté.

—

L'article 30 :

L'Etat sera divisé en vingt districts judiciaires, au moins, en cinquante-cinq districts judiciaires au plus le paroisses d'Orléans exceptés.

Est lu.

M. Ogden propose de substituer le mot "trente" aux mots "cinquante sept". L'amendement est accepté.

L'article (modifié) est adopté.

—

L'article 31 :

Jusqu'à ce que la loi en ordonne autrement, il devra y avoir vingt-six districts.

Les paroisses Caddo devra former le premier district.

Les paroisses Bossier, Webster et Bienville devront former le deuxième district.

Les paroisses Claiborne, Union et Lincoln devront former le troisième district.

Les paroisses Jackson, Winn et Caldwell devront former le quatrième district.

Les paroisses Ouachita, et Richland devront former le cinquième district.

Les paroisses Morehouse et Ouest Carroll devront former le sixième district.

Les paroisses Catahoula et Franklin devront former le septième district.

Les paroisses Madison et Est Carroll devront former le huitième district.

Les paroisses Concordia et Tensas devront former le neuvième district.

Les paroisses De Soto et Rivière Rouge devront former le dixième district.

Les paroisses Natchitoches et Sabine devront former le onzième district.

Les paroisses Rapides, Grant et Avoyelles devront former le douzième district.

Les paroisses St-Landry devra former le treizième district.

Les paroisses Vernon, Calcasieu et Cameron devront former le quatorzième district.

Les paroisses Vermillion et Lafayette devront former le quinzième district.

Les paroisses Iberia et St-Martin devront former le seizième district.

Les paroisses Est Baton Rouge, Livingston, St-Tammany, et West Feliciana devront former le dix-septième district.

Les paroisses Ouest Baton Rouge, West Baton Rouge, Iberville, Pointe Coupée, Ouest Feliciana, Tangipahoa, Washington, St-Helène, St-Tammany et St-Jacques, devront former le dix-huitième district.

Les paroisses Ste-Marie, Terrebonne, Assomption, Lafourche, Jefferson, St-Charles, St-Jean-Baptiste, St-Jacques devront former le dix-neuvième district.

Les paroisses Plaquemines, St-Bernard et Orléans devront former le vingtième district.

Les paroisses Lafourche et Assomption devront former le vingt-unième district.

Les paroisses Ste-Marie et Iberia devront former le vingt-deuxième district.

Les paroisses de Ouest Baton Rouge et Iberville devront former le vingt-troisième district.

Les paroisses Assomption et St-Jacques devront former le vingt-quatrième district.

Les paroisses de Ouest Baton Rouge et Iberville devront former le vingt-quatrième district.

Les paroisses Iberville et Vermillion devront former le vingt-cinquième district, et

Les paroisses Jefferson, St-Charles et St-Jean-Baptiste devront former le vingt-sixième district.

Est lu.

M. Pochè propose d'insérer le mot "Jefferson" avant les mots "St-Bernard", et d'effacer "et Orléans" qui se trouve plus bas. M. Pardee combat la motion, qui est repoussée par un vote de 55 contre 22.

M. Pardee offre de substituer les mots "vingt-sept districts" aux mots "vingt-six districts" et de faire de la paroisse Jefferson un seul district. La modification est rejetée.

L'article est adopté.

—

Le secrétaire lit l'article 32 :

Les cours de district devront avoir juridiction primitive dans toutes les causes civiles et la juridiction d'appel dans toutes les causes criminelles, excepté dans les cas spéciaux, qui auront été transférés à la cour suprême par la loi.

Elles auront juridiction primitive illimitée dans toutes les causes de divorce, d'opposition, d'injonction, et quand une somme ou une demande excède.

Les juges de district devront être nommés par le gouverneur, avec l'assentiment du sénat. Ils devront être choisis dans les districts où ils résideront et qu'ils auront réellement habités deux ans avant leur nomination.

Ils devront avoir une grande connaissance des lois et devront avoir exercé la profession d'avocat, durant les cinq années qui auront précédé leurs nominations.

Ils devront être nommés pour huit ans. Toutefois, les premiers juges nommés en vertu de cet article seront nommés par des décrets, des désignations des districtions devront être pour les termes de deux, quatre, six et huit ans.

Est lu.

M. Forman offre un amendement qui ordonne aux juges de soumettre, à la cour suprême, les points de droits sur lesquels ils différeront. L'amendement est rejeté.

M. George propose d'ajouter, à l'article, que le jugement devra être définitivement maintenu quant à la somme et à la question sauf lesquelles un des juges d'appels aura consenti. L'amendement est rejeté.

M. Cunningham propose d'ajouter, après le mot "s'accorderont", les mots "en partie ou en totalité", et, après le mot "décret", les mots "en tant que les deux juges s'accorderont." La modification est rejetée.

L'article est adopté.

—

L'article 33 :

Les cours de district devront avoir juridiction dans toutes causes en appel émanant d'une cour de justice de paix, d'homme en liège n'excédera pas dix piastres, l'intérêt non compris.

L'article est adopté.

—

L'article 34 :

L'Assemblée Générale pourvoira, par des lois, à l'instruction des preuves reçues par les cours de district, en faisant choix d'experts licenciés, en phrénologues de juges en notariat.

—

L'article 35 :

Partout où dans cette constitution il sera invoqué comme qualification d'un juge de paix ou d'un cours de district, il sera nécessaire que le juge ait exercé la profession du droit, il sera toutes les fois que ce juge aura été auparavant juge ; pourvu qu'il ait exercé la profession du droit, et aura